

LES IMPACTS DU PRINTEMPS ARABE SUR L'ÉQUILIBRE DES POUVOIRS EN AFRIQUE ET LE PARTENARIAT TURCO-AFRICAİN¹

ARTICLE DE RECHERCHE

Doç. Dr. Mürsel BAYRAM

Ankara Sosyal Bilimler Üniversitesi

Bölge Çalışmaları Enstitüsü, Afrika Çalışmaları Ana Bilim Dalı

mursel.bayram@asbu.edu.tr

ORCID: 0000-0002-1183-0515

Gönderim Tarihi: 30.10.2022 Kabul Tarihi: 27.11.2022

Alıntı: BAYRAM, M. (2022). Les impacts du printemps arabe sur l'équilibre des pouvoirs en Afrique et le partenariat turco-africain. *Akdeniz Havzası ve Afrika Medeniyetleri Dergisi*, 4(2), 9-17.

DOI: 10.54132/akaf.1196587

RESUME: Comment l'équilibre des pouvoirs en Afrique a changé après le printemps arabe et de quelle manière cela a influencé les relations turco-africaines sont les principales questions auxquelles cet article cherche à répondre. Le printemps arabe était un tremblement transformateur qui a affecté non seulement son épice, l'Afrique du Nord, mais aussi le continent africain dans son ensemble. Les puissances régionales au sein de l'Union africaine (UA) ont ajusté leurs relations internationales au changement de l'équilibre des pouvoirs dans le continent après le printemps arabe. Il apparaît que ni les liens commerciaux existants et les projets de coopération au développement, ni les réunions régulières entre les pays africains et la Turquie n'aient été interrompus par le printemps arabe, bien que la rupture politique entre et Le Caire aient accompagné plusieurs défis. Ce résultat peut être lié à la capacité de la Turquie à s'adapter aux changements géopolitiques en Afrique.

Mots clés: Le printemps arabe, l'Union africaine, la Turquie, l'équilibre des pouvoirs

Arap Baharı'nın Afrika'daki Güç Dengesine ve Türkiye-Afrika Ortaklığına Yansımaları

ÖZ: Arap Baharı'ndan sonra Afrika'daki güç dengesinin nasıl değiştiği ve bu değişimin Türk-Afrika ilişkilerini ne şekilde etkilediği, bu makalenin cevap aradığı temel sorulardır. Arap Baharı sadece merkez üssü Kuzey Afrika'yı değil, tüm Afrika kıtasını etkileyen dönüştürücü bir sarsıntıydı. Afrika Birliği'nde etkin olan bölgesel güçler, uluslararası ilişkilerini Arap Baharı'ndan sonra değişen kıtasal güç dengesine adapte etmişlerdir. Ankara ile Kahire arasındaki siyasî ihtilaftan kaynaklanan bazı meydan okumalara rağmen, Türkiye ile Afrika devletleri arasındaki ticarî bağlar, kalkınma iş birliği projeleri ve olağan toplantılar Arap Baharı sürecinde herhangi bir kesintiye uğramamıştır. Bu sonuç, Türkiye'nin Afrika'daki jeopolitik değişimlere ayak uydurma kabiliyeti ile ilişkilendirilebilir.

Anahtar Kelimeler : Arap Baharı, Afrika Birliği, Türkiye, Güç Dengesi

Introduction

Le printemps arabe n'était pas un phénomène exclusivement arabe. Les grandes manifestations anti-gouvernementales dans les pays arabes d'Afrique du Nord ont été réitérées non seulement dans les pays d'Afrique subsaharienne, mais aussi chez les voisins maritimes de l'Afrique. Certains analystes ont fait valoir que les événements du parc Gezi à Istanbul en 2013 sèment les graines d'un printemps turc (Seymour, 2013), alors que les manifestations à Ouagadougou en 2014 ont été envisagées comme le début d'un printemps africain (Boukari-Yabara, 2018). Le rêve du printemps a entraîné le retour au statu quo dans la plupart des cas.

Le printemps arabe a touché principalement l'influence des puissances régionales africaines, à savoir la Libye, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Algérie, le Maroc, le Nigéria et la République d'Afrique du Sud. L'affaiblissement de certains rivaux régionaux a permis à d'autres de se renforcer comparativement. L'équilibre naissant a obligé les puissances africaines et leurs partenaires non africains à ajuster leurs stratégies aux nouvelles conditions. La Turquie comme un partenaire stratégique de l'UA depuis 2008 semble

¹ Cet article est une version révisée de la note d'expert "African Union-Turkey Relations Following the Outbreak of the Arab Spring" publiée par Al Sharq Strategic Forum en mai 2022

réagir activement à la conjoncture géopolitique continentale. On peut le lire dans le contexte des facteurs individuels, nationaux et internationaux qui font le succès de l'initiative africaine de la Turquie, ainsi que de la vision globale commune entre la Turquie et les nations africaines. Compte tenu de ce contexte, le présent article traite respectivement des impacts du printemps arabe sur l'équilibre des pouvoirs africains, les relations turco-africaines avant et pendant le printemps arabe, les impacts plus larges de la rivalité turco-égyptienne après le printemps arabe, et la position de la Turquie face aux changements géopolitiques au Sahel et Maghreb.

Le printemps arabe et le nouvel équilibre des pouvoirs africains

Soit le printemps arabe prévu avec sa promesse de mettre fin aux régimes autoritaires et d'apporter l'autonomie aux peuples, soit l'hiver arabe avec un regain d'autoritarisme ou le début d'une guerre civile, ont perturbé l'équilibre des pouvoirs au détriment de l'Afrique du Nord. Le vide du pouvoir avec la violence comme élément clé et le déclin du rôle de l'Afrique du Nord dans la politique continentale sont principalement liés à la chute du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi (Durán et Bados, 2017: 281-300). Il avait joué un rôle central dans la transformation de l'Organisation de l'unité africaine moribonde en l'Union africaine vivante et a même tenté de transformer l'UA en États-Unis d'Afrique plus puissants. L'influence libyenne au sein de l'UA s'est atténuée lorsque que la Libye post-Kadhafi était en proie à une guerre civile (Bayram, 2021/1).

L'Égypte a réussi à revenir au statu quo après une brève période de gouvernement islamiste en conséquence du printemps arabe. L'influence du Caire en Afrique a été partiellement affectée durant cette transition. Sous Gamal Abdel Nasser, le Caire était si influent dans les affaires africaines que l'OUA a adopté une résolution recommandant de rompre les liens avec Israël après la guerre du Yom Kippour. Anouar Sadate et Hosni Moubarak n'ont pas soutenu l'impact nassérien en Afrique subsaharienne. Bien que l'Égypte ait accueilli le sommet de l'OUA en 1993 où les dirigeants africains se sont mis d'accord sur les idées fondamentales de l'architecture de sécurité africaine actuelle, Moubarak était pour la plupart absent des réunions continentales après avoir survécu à une tentative d'assassinat à Addis-Abeba en 1995. Au cours de son court mandat, Mohamed Morsi a cherché à renverser la politique d'indifférence de Moubarak vers l'Afrique. La Constitution égyptienne post-printemps arabe affirmait que l'Égypte « appartient au continent africain ». En signe d'un plus grand intérêt pour les affaires africaines, le gouvernement d'Abdel Fattah al-Sisi a annoncé la création d'une nouvelle Agence égyptienne de partenariat pour le développement lors du sommet de l'UA à Malabo en 2014 (Bayram, 2021/2).

L'aspiration de l'Égypte à réaffirmer son pouvoir en Afrique a été contesté par l'Éthiopie, siège de l'UA. Les médias publics éthiopiens avaient dépeint les soulèvements arabes d'une manière favorable aux intérêts éthiopiens (Skjerdal, 2016 : 86). L'intérêt principal d'Addis-Abeba était la construction du Grand barrage de la Renaissance éthiopienne (GBRE). En raison du calendrier du projet, l'Éthiopie a été accusée de tirer parti de l'instabilité post-printemps arabe en Égypte (Ramani, 2021). Au milieu du désaccord égypto-éthiopien sur le GBRE, une violente insurrection a éclaté dans la région du Tigré en Éthiopie, suivie des manifestations meurtrières dans la région d'Oromia contre le gouvernement d'Abiy Ahmed en octobre 2019. À leur tour, les médias égyptiens pro-étatiques ont saisi l'occasion pour qualifier les événements en Éthiopie de « printemps abyssin » (Sorour, 2021). Même si son soutien logistique aux forces dissidentes n'est pas vérifié, l'Égypte a peut-être préféré renégocier avec une Éthiopie moins affirmée. En fin de compte, la rivalité entre les deux puissances régionales a drainé l'énergie de l'autre et a relativement abaissé leur position dans l'équilibre des pouvoirs africains post-printemps arabe. Comme l'a souligné le président kényan Uhuru Kenyatta, « la famille (Afrique) ne peut pas être en paix si la mère (Éthiopie) n'est pas en paix ».

Une autre rivalité impliquant l'UA après le printemps arabe est celle entre l'Algérie et le Maroc. Des manifestations de masse ont éclaté en Algérie huit ans après le début du printemps arabe, à la suite de quoi Abdelaziz Bouteflika a démissionné en avril 2019. À cet égard, l'Algérie peut être qualifiée de « la floraison tardive » du printemps arabe (Osman, 2021). Le Maroc a été une exception malgré les protestations sporadiques. Fort de sa double légitimité de chef de l'État et de chef religieux, le roi Mohammed VI a su contenir la vague de protestations (Yerkes, 2016). La réalisation du Maroc dans la stabilité du régime n'était pas en parallèle avec son influence dans la politique continentale. Le Royaume avait quitté l'OUA en 1984 lorsque la majorité des membres ont voté pour reconnaître la République arabe sahraouie démocratique (Mechbal, 2021). C'était alors une victoire évidente de l'Algérie dans l'OUA. En

2016, au contraire, 28 pays africains ont appelé à la suspension de l'adhésion de la RASD à l'UA, malgré les manœuvres de l'Algérie et de l'Afrique du Sud (Boukhars, 2019 : 242-260). Le soutien continental croissant au Maroc a culminé avec le retour de Rabat à l'UA en 2017, ce qui peut être interprété comme un autre témoignage du changement dans l'équilibre des pouvoirs africains (Banerjee, 2017 : 33-37). Cependant, la normalisation maroco-israélienne en 2020 a permis à l'Algérie de continuer à vilipender Rabat au sein de l'UA. La suspension en 2022 de la décision accordant à Israël le statut d'observateur auprès de l'UA est évaluée par l'Algérie comme une victoire diplomatique face au Maroc (APS, 2022).

Il est impossible de ne pas mentionner la place du Nigeria dans les changements politiques post-printemps arabes au sein de l'UA. Bien que l'influence dominante de la puissance ouest-africaine au sein de la CEDEAO surpasse son activité au sein de l'UA, les initiatives du Nigeria pour concilier les positions initiales opposées sur l'unité africaine, pour diriger les efforts d'intégration économique et pour arbitrer les crises ont été cruciales. Cependant, les défis économiques et politiques qui assaillent actuellement le Nigeria font du pays un « géant paralysé » (Osaghae, 1998). Un élément combustible du printemps arabe a été l'utilisation de la jeunesse, largement instruite et sans emploi. Au Nigeria, de même, les universités produisent environ 4,5 millions de diplômés sans emploi (Osakwe, 2014 : 27). Les manifestations de masse contre les abus commis par l'Escouade spéciale de lutte contre le vol en 2020 ont presque été « le moment du printemps arabe au Nigeria » (Adeshokan, 2022).

En raison de la présence du Nigeria, l'Afrique de l'Ouest reste la région potentiellement la plus puissante d'Afrique. Néanmoins, les soulèvements touaregs qui se sont intensifiés avec des ressources humaines et matérielles (principalement des armes libyennes) après le printemps arabe ont fait du Sahel-Sahara une zone de plus en plus insécurisée et militarisée, ce qui a également affecté la sécurité nationale nigériane. La sécurité du Nigeria est affectée par les menaces persistantes de Boko Haram, de l'État islamique dans la province de l'Afrique de l'Ouest et d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, ainsi que par l'insurrection séparatiste au Biafra, les militants au delta du Niger qui ont longtemps agité pour une plus grande part des bénéfices pétroliers, les enlèvements fréquents d'écoliers et les affrontements violents entre les éleveurs d'animaux nomades et les agriculteurs en raison de désaccords sur l'utilisation de la terre et de l'eau (Tanko, 2021).

L'insécurité interne persistante au Nigeria, la fragmentation politique en Libye, le conflit égypto-éthiopien et la rivalité géopolitique algéro-marocaine semblent donner à la puissance africaine restante, l'Afrique du Sud, la possibilité de dicter à l'UA (Tieku, 2013 : 5). Après avoir émergé comme une force influente après la fin de l'apartheid en 1994, l'Afrique du Sud a en effet joué un rôle de leader et fait taire les armes, au moins pendant un certain temps, au Burundi et en République démocratique du Congo. Même l'échec des tentatives de Kadhafi pour diriger l'UA vers les États-Unis d'Afrique peut être attribué au rejet par l'Afrique du Sud de la domination libyenne (Bayram, 2021/1). Juste (mais pas dans la même mesure) que le Nigeria, d'autre part, le rôle de leadership de l'Afrique du Sud a souffert des récents troubles internes, certains groupes comme la Confédération des employeurs d'Afrique du Sud établit des parallèles entre les conditions qui ont provoqué le printemps arabe et celles de l'Afrique du Sud, en se référant notamment au taux de chômage élevé (Swart, 2021). De plus, ce n'est pas une tâche facile pour l'Afrique du Sud d'avoir un impact massif sur un continent assiégé par des défis politiques, économiques et militaires (Louw-Vaudran, 2022).

Les relations turco-africaines avant et pendant le printemps arabe

Les changements dans l'équilibre des pouvoirs africains après le printemps arabe ont de multiples impacts sur les relations entre l'UA et la Turquie. Avant d'analyser ces impacts, il convient de noter que l'UA et ses relations avec la Turquie sont relativement nouvelles, mais le partenariat turco-africain est enraciné dans une longue continuité historique commençant par le règne des Toulounides et culminant dans la coopération ottomane-africaine contre l'expansion colonialiste européenne. L'héritage ottoman et l'influence religieuse dans les régions les plus reculées de l'Afrique, d'Agadez au Cap, sont encore rappelés.² Après une période de relative récession des contacts à l'époque républicaine, la Turquie et

² La Turquie se préoccupe de la préservation de cet héritage. Par exemple, la mosquée historique Ketchaoua à Alger et le palais du Sultanat d'Agadez au Niger ont été restaurés par l'Agence turque de coopération et de coordination. En outre, 15 descendants sud-africains du savant ottoman Ebubekir Efendi, envoyé au Cap en 1862, sont devenus citoyens turcs par décret présidentiel en août 2020 (Daily Sabah, 2020).

les pays africains se sont engagées dans une coopération si rapide que leurs relations ont explosé au cours des deux dernières décennies. Alors qu'elle ne couvrait que quelques villes d'Afrique du Nord au début des années 2000, Turkish Airlines dessert désormais 61 destinations à travers l'Afrique. Le nombre d'ambassades turques dans les capitales africaines et le nombre d'ambassades africaines à Ankara sont passés respectivement de 12 à 44 et de 10 à 38. La même période a également vu le boom du volume des échanges turco-africains de 5 à 35 milliards de dollars et la valeur totale des projets contractuels turcs en Afrique de 9 à 78 milliards de dollars, sans parler du fait que l'influence turque sur le marché africain de la défense est de plus en plus visible avec des véhicules de combat aérien sans pilote (Donelli, 2021; Tepeciklioğlu & Tepeciklioğlu, 2021).

La réussite de la Turquie à figurer parmi les principaux partenaires des États africains est motivée par une combinaison de facteurs internationaux, nationaux et individuels. Premièrement, alors que les puissances émergentes, en particulier la Chine, accordent de l'importance à tisser des liens avec les pays africains, la Turquie n'a pas voulu rester à la traîne de cette tendance vers l'Afrique et a ainsi intégré son initiative africaine à son intérêt plus large d'accéder au statut de puissance mondiale. Deuxièmement, la Turquie, sous le Parti de la justice et du développement depuis 2002, a atteint un environnement intérieur relativement stable, ce qui a permis au pays d'exercer plus de pouvoir de convaincre par le biais d'institutions étatiques telles que l'Agence turque de coopération et de coordination et d'augmenter sa capacité concurrentielle dans des domaines aussi critiques que le transport aérien et l'industrie de la défense. Troisièmement, l'Afrique occupe une place remarquable dans la vision globale du président turc Recep Tayyip Erdoğan qui a visité 30 pays africains à 53 reprises - plus que n'importe quel dirigeant non africain dans le monde (Bayram, 2021/3).

L'initiative africaine de la Turquie coïncide avec la volonté générale de l'Afrique d'adopter un nouveau paradigme de partenariat plus conforme aux priorités africaines et moins cynique que l'engagement occidental. La Turquie et l'UA partagent une approche contre-hégémonique dans la mesure où elles cherchent une réorientation du pouvoir vers la multipolarité. Il est évident à travers le célèbre slogan d'Erdoğan selon lequel « le monde est plus grand que cinq » en référence à la configuration non représentative du Conseil de sécurité de l'ONU, ainsi que la déclaration d'Erdoğan selon laquelle la Turquie et les membres de l'UA « doivent unir leurs forces pour que l'Afrique puisse être représentée au sein de la Conseil de sécurité comme il le mérite ». L'expression de la Turquie d'une vision commune avec l'Afrique pour un ordre mondial plus juste résonnent apparemment avec la perspective continentale, comme le souligne le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat : « Notre partenariat avec la Turquie ne concerne pas seulement l'Afrique mais le monde entier. Notre partenariat apportera des solutions aux grands problèmes mondiaux » (Abdu, 2021).

L'initiative africaine d'Ankara a été accueillie favorablement au sein de l'UA. La Turquie a rapidement promu son statut de pays observateur en 2005 à partenaire stratégique en 2008 et est devenue le 22e État non africain par ordre d'accréditation initiale auprès de l'UA. La Turquie est actionnaire de la Banque africaine de développement depuis 2013. Le sommet d'Istanbul en 2008 a été le premier événement qui a officialisé le partenariat turco-africain et défini les domaines de coopération allant de l'agriculture à la sécurité. La présence de représentants de 49 États africains témoigne de l'intérêt continental général pour l'offensive de charme turque. Les soulèvements en Afrique du Nord n'ont pas stoppé les rencontres afro-turques, puisque la première conférence ministérielle après le sommet d'Istanbul s'est tenue au milieu du printemps arabe en cours en 2011. Cependant, les parties ont apparemment jeté un voile sur les soulèvements, à l'exception d'un général référence à la situation en Libye. Ils ont salué « la formation d'un nouveau gouvernement de transition en Libye » et le retour du pays à l'UA « dans sa nouvelle ère » (MFA, 2011).

La Turquie était prête à se lancer dans une nouvelle politique africaine lorsque la vague de protestations dans le monde arabe s'est estompée fin 2012. Selon le ministère turc des Affaires étrangères, la politique d'initiative africaine a été « achevée avec succès » en 2013 et a été remplacée par la politique de partenariat avec l'Afrique par la suite. Le changement de politique a été suivi du deuxième sommet Afrique-Turquie en 2014 à Malabo où le 23e sommet de l'UA s'est tenu la même année. Un résultat notable de la rupture post-printemps arabe entre Ankara et Le Caire a été que l'Égypte n'a pas participé au deuxième sommet Afrique-Turquie. En signe de la détente récente, le vice-ministre égyptien des Affaires étrangères a assisté au troisième sommet Afrique-Turquie à Istanbul en 2021, après que des diplomates égyptiens et turcs aient organisé des séries de consultations exploratoires dans le but de

normaliser les relations. Pour l'Égypte, les principaux enjeux étaient l'implication de la Turquie en Libye et le soutien aux Frères musulmans (Egypt Today, 2021).

Les impacts plus larges de la rivalité Ankara-Le Caire

Bien que les contacts réguliers entre l'UA et la Turquie n'aient pas été interrompus par le printemps arabe, le cas égyptien montre que les développements post-printemps arabe ont eu un impact de diverses manières sur les relations de la Turquie avec certaines puissances de l'UA. Le fossé politique entre Ankara et Le Caire après l'éviction du premier président égyptien démocratiquement élu Mohamed Morsi, par exemple, a déclenché les tentatives de l'Égypte de contrer l'influence turque croissante à la fois en Méditerranée orientale et dans le bassin du Nil. Les contacts vigoureux du Caire avec le Burundi, Djibouti, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud et l'Ouganda avaient un double objectif : contenir Addis-Abeba, d'une part, et limiter l'impact régional d'Ankara, d'autre part (Hanafi, 2021).

De plus, la Turquie a été entraînée dans une rivalité géopolitique interafricaine lorsque l'Égypte a affirmé que la Turquie avait offert son expertise à l'Éthiopie concernant le GBRE (World Bulletin, 2014). L'accord de coopération militaire entre la Turquie et l'Éthiopie en août 2021, couplé aux informations non confirmées selon lesquelles des drones turcs ont été utilisés dans le conflit du Tigré (Sabbagh, 2021), n'a rendu la normalisation Ankara-Le Caire réalisable. La Turquie a probablement remarqué que son implication perçue dans le différend GBRE ou la crise du Tigré nuirait davantage à ses relations avec l'Égypte et n'améliorerait pas l'image de la Turquie au sein de l'UA. L'Égypte peut être également consciente des dommages mutuels si elle continue d'hostiliser la Turquie. Par conséquent, la non-ingérence d'Ankara dans les affaires africaines est pratique pour mettre fin à la rivalité mutuellement préjudiciable entre la Turquie et l'Égypte et pour mettre en évidence l'agence africaine conformément au mantra « Solutions africaines aux problèmes africains ».

C'est un fait que l'agence africaine peut échouer en cas de besoin, et cet échec ouvre la voie à des interventions de tiers. L'implication turque en Libye et la confrontation avec l'Égypte peuvent être considérées comme un résultat indirect de la capacité limitée de l'UA à intervenir et à mettre en œuvre le mandat qu'elle s'est assigné (Murithi, 2012 : 83-88). Le soutien d'Ankara au gouvernement libyen internationalement reconnu à Tripoli a été contesté par l'Égypte, ainsi que par l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (EAU), la France et la Russie, qui ont soutenu l'homme fort militaire rival Khalifa Haftar. Tripoli et Ankara sont liés par leur accord de sécurité de novembre 2019 donnant à la Turquie le droit de stationner des troupes en Libye, tandis que Le Caire n'a pas beaucoup d'autres options que la diplomatie pour contrer les conséquences réelles de l'accord en question (Fetouri, 2021). L'intervention de la Turquie en 2019-2020 explique la résilience du gouvernement de Tripoli jusqu'à présent. De ce point de vue, la Turquie semble avoir saisi l'opportunité de renverser la vapeur en s'impliquant activement dans la crise libyenne. Néanmoins, la récente discorde entre Fathi Bashagha et Abdul Hamid Dbeibah, qui ont tous deux de bons liens avec Ankara, indique que le rôle de la Turquie dans le pays est remis en question par la lutte de pouvoir en cours. Tout comme dans le cas de l'Éthiopie, les conflits prolongés en Libye ont montré que la rupture Ankara-Caire est mutuellement préjudiciable et a un impact négatif sur les processus politiques en Libye.

Changements géopolitiques au Sahel et Maghreb

La région du Sahel est de plus en plus précaire en raison des mécanismes d'escalade et de diffusion liés à la guerre civile post-printemps arabe en Libye (Shaw, 2013 : 199-210). La déception croissante face à l'échec de la France à prévenir l'insécurité régionale a poussé la Turquie à se présenter comme un partenaire sécuritaire alternatif, et les États musulmans du Sahel ont accueilli favorablement l'offre turque. Le Niger, par exemple, a signé un accord de coopération militaire avec la Turquie en juillet 2020 et est devenu le premier client étranger de l'avion d'entraînement turc Hürkuş l'année suivante (Özberk, 2021).

Quant au Mali, la rencontre entre le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu et le chef de la junte Assimi Goita à la suite du coup d'État de septembre 2020 indique que les développements de l'après-printemps arabe ont appris à la Turquie une leçon en termes de ne s'engager dans aucune confrontation idéologique car elle fait avec l'Égypte après le coup d'État contre Morsi. Bien que cette position réaliste envers le coup d'État au Mali devrait normalement créer des défis concernant la perception de la Turquie à la fois dans la région et sur le continent puisque la politique du pays contredit

les annonces de la CEDEAO de fermer les frontières avec le Mali et de l'UA de suspendre le Mali l'adhésion, il semble que la Turquie ait jusqu'ici amassé la bienveillance de nombreux Sahéliens qui disent avoir plus en commun avec la Turquie qu'avec la France, la Russie ou la Chine. Le lien commun le plus fort est l'islam. Ils préfèrent voir « des pays musulmans comme la Turquie jouer un rôle plus actif dans la résolution des conflits » et pensent que les accords de défense avec la Turquie « seront d'une grande aide pour améliorer la sécurité » (Armstrong, 2021). Les perceptions favorables envers la Turquie au Sahel sont en accord avec les résultats au niveau continental de l'enquête AfricaLeads 2021 selon laquelle la Turquie se classe sixième parmi les partenaires les plus bénéfiques de l'Afrique. Il convient de noter que la Turquie n'est pas le seul pays musulman qui s'est construit une image favorable au Sahel en particulier et en Afrique en général. Les Émirats arabes unis, par exemple, se classent au huitième rang dans l'enquête AfricaLeads 2021. Abu Dhabi a développé des liens étroits avec les institutions militaires du Soudan et de la Mauritanie où il tente de reproduire le « modèle égyptien » pour contenir la menace perçue des mouvements islamistes (Samaan, 2021).

La rivalité historique entre l'Algérie et le Maroc a été un autre test pour les relations turco-africaines avant et après le déclenchement du printemps arabe. Des représentants du Front Polisario soutenu par l'Algérie ont tenté en vain de rencontrer des responsables turcs à Ankara lors de l'adhésion non permanente de la Turquie au Conseil de sécurité de l'ONU en 2009-2010 (Cumhuriyet, 2009). Le printemps arabe n'a pas affecté la position de la Turquie concernant le conflit du Sahara occidental. Lors de sa visite au Maroc en juin 2013, Erdoğan a réaffirmé que la Turquie ne reconnaîtrait pas le Front Polisario et la République arabe sahraouie démocratique (Arbaoui, 2013). On peut s'attendre à ce que le fait que la RASD soit un État membre de l'UA affecte négativement les relations UA-Turquie, mais le soutien de principe de la Turquie à l'intégrité territoriale du Maroc semble être cohérent avec le changement politique post-printemps arabe au sein de l'UA en faveur de Rabat, compte tenu du fait que plus de la moitié des membres de l'UA ont appelé à la suspension de l'adhésion de la RASD à l'UA en 2016. Pourtant, la position pro-Rabat d'Ankara pourrait compromettre les relations amicales de la Turquie avec l'Algérie. La Turquie parvient pour l'instant à maintenir son rapprochement stratégique avec l'Algérie intact (Toumi, 2021), même après l'accord de Rabat avec Ankara en avril 2021 pour acheter des drones turcs au milieu des tensions accrues avec Alger, ce dernier accusant le Maroc d'avoir mené une frappe de drones sur des camions algériens au Sahara occidental (Mitzer et Oliemans, 2021).

Conclusion

L'Afrique a subi de profonds changements politiques et économiques au cours de la présence croissante de la Turquie sur le continent. Le printemps arabe peut être considéré comme un tournant dans l'évolution du paysage continental. Le Caire et Tripoli, deux puissances importantes au sein de l'UA, ont été mis à l'écart pendant un certain temps après le déclenchement du printemps arabe. Addis-Abeba, siège de l'UA, a apparemment capitalisé sur ce changement et a défié l'hégémonie égyptienne dans le bassin du Nil, qui a accompagné une guerre civile en Éthiopie même. Le Maroc, exception dans le printemps arabe, a relativement accru son influence au sein de l'UA vis-à-vis de l'Algérie. Les puissances africaines restantes, le Nigeria et l'Afrique du Sud, sont devenues de nouveaux dirigeants potentiels de l'UA, bien que leur influence continentale souffre de quelques troubles internes.

Un témoignage du fait que la Turquie suit des changements au sein de l'UA est l'engagement progressif d'Ankara avec les deux puissances africaines émergentes, le Nigeria et l'Afrique du Sud. Après le printemps arabe, le président Erdoğan a visité chaque pays à deux reprises et signé de nombreux accords de coopération avec eux. D'ailleurs, l'axe du Caire-Riyad-Abou Dhabi qui a contesté l'influence d'Ankara en Libye et en Somalie après le printemps arabe s'affaiblit avec les étapes de normalisation diplomatique. Cela ne veut pas dire qu'ils cesseront la concurrence dans d'autres parties de l'Afrique. Le vide du pouvoir attendu au Sahel après le retrait partiel des forces françaises, par exemple, offre une opportunité non seulement à la Turquie mais aussi à la Russie et aux États arabes du Golfe de s'affirmer dans la région. Le principal défi de la Turquie est donc de se positionner fermement dans cette nouvelle rivalité régionale.

BIBLIOGRAPHIE

- ABDU, Sadik Kedir (2021), "African Union chief urges Africa-Turkey cooperation against terrorism", Agence Anadolu, <https://www.aa.com.tr/en/africa/african-union-chief-urges-africa-turkey-cooperation-against-terrorism>, 18.11.2021 (La date d'accès: 30.10.2022).
- ADESHOKHAN, Oluwatosin (2020), "Is this Nigeria's Arab Spring moment?", Foreign Policy, <https://foreignpolicy.com/2020/11/02/is-this-nigerias-arab-spring-moment/>, 02.11.2020 (La date d'accès: 30.10.2022).
- AFRICALLEADS (2021), Baromètre CIAN des leaders d'opinion en Afrique, réalisé par IMMAR, Troisième édition 2020/2021, Conseil français des investisseurs en Afrique.
- APS (2022), "Suspension of Zionist entity, diplomatic victory for Algeria and AU values", Algeria Press Service, <https://www.aps.dz/en/algeria/42720-suspension-of-zionist-entity-diplomatic-victory-for-algeria-and-au-values>, 07.02.2022 (La date d'accès: 30.10.2022).
- ARBAOUI, Larbi (2013), "Turkey doesn't and will never support Polisario Front: Erdogan", Morocco World News, <https://www.morocroworldnews.com/2013/06/93232/turkey-doesnt-and-will-never-support-polisario-front-erdogan>, 03.06.2013 (La date d'accès: 30.10.2022).
- ARMSTRONG, Hannah (2021), "Turkey in the Sahel", International Crisis Group, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/turkeysahel>, 27.08.2021 (La date d'accès: 30.10.2022).
- BANERJEE, Arpan (2017), "Moroccan Entry to the African Union and the Revival of the Western Sahara Dispute", Harvard International Law Journal 59, p. 33-37.
- BAYRAM, Mürsel (2021/1), "Bir Kıtasaal Bütünleşme İdeali Olarak Afrika Birliği", Kriter Dergisi 63.
- BAYRAM, Mürsel (2021/2), "II. Ramses'ten Sisi'ye Mısır Diplomasisi", Mağrib Diplomasisi: Kuzey Afrika Devletlerinin Dış İlişkiler Tarihi, ed. Mürsel Bayram, Doğu Kütüphanesi, İstanbul.
- BAYRAM, Mürsel (2021/3), "Türkiye-Afrika İş Birliği: Üçüncü Bir Yol Mümkün mü?", SETA Analise 358.
- BOUKARI-YABARA, Amzat (2019), « L'ombre d'un printemps africain », Le retour des populismes: L'état du monde, éd. Bertrand Badie, La Découverte, Paris, p. 208-214.
- BOUKHARS, Anouar (2019), "Reassessing the Power of Regional Security Providers: the Case of Algeria and Morocco", Middle Eastern Studies 55 (2), p. 242-260.
- CUMHURİYET (2009), "İşte Dışişleri'nin çifte standardı", <https://www.cumhuriyet.com.tr/haber/iste-disislerinincifte-standardi-57664>, 24.04.2009 (La date d'accès: 30.10.2022).
- DAILY SABAH (2020), "Ottoman descendants in South Africa get Turkish citizenship", <https://www.dailysabah.com/arts/ottoman-descendants-in-south-africa-get-turkish-citizenship/news>, 17.09.2020 (La date d'accès: 30.10.2022).
- DONELLI, Federico (2021), Turkey in Africa: Turkey's Strategic Involvement in Sub-Saharan Africa I. B. Tauris, London.
- DURÁN, Marién & BADOS, Victor (2017), "The Political and Security Repercussions of Islamic State in the MENA Region", Political Change in the Middle East and North Africa: After the Arab Spring, ed. Inmaculada Szmolka, Edinburgh University Press, Edinburgh, p. 281-300.
- EGYPT TODAY (2021), "Egypt participates in Turkey-Africa Partnership meetings", <https://www.egypttoday.com/Article/1/111005/Egypt-participates-in-Turkey-Africa-Partnership-meetings>, 18.12.2021 (La date d'accès: 30.10.2022).
- FETOURI, Mustafa (2021), "How improved Ankara-Cairo ties reflect positively on Tripoli", Middle East Monitor, <https://www.middleeastmonitor.com/20210513-how-improved-ankara-cairo-ties-reflect-positively-on-tripoli/>, 13.05.2021 (La date d'accès: 30.10.2022).
- HANAFI, Mohammad (2021), "Egypt boosts ties with Burundi - with eye on Turkey", Al Monitor, <https://www.al-monitor.com/originals/2021/02/buruni-africa-egypt-turkey-expansion-effect.html>, 23.02.2021 (La date d'accès: 30.10.2022).

- LOUW-VAUDRAN, Liesl (2020), "South Africa's balancing act in the AU", Africa Portal, <https://www.africaportal.org/features/south-africas-balancing-act-au/>, 31.01.2020 (La date d'accès: 30.10.2022).
- MECHBAL, Jamal Eddine (2021), "Algeria, SADR and the African Union", Atalayar, <https://atalayar.com/en/blog/algeria-sadr-and-african-union>, 31.12.2021 (La date d'accès: 30.10.2022).
- MFA (2011), "The First Ministerial Review Conference of the Turkey-Africa Cooperation, December 16, 2011, İstanbul", <https://www.mfa.gov.tr/the-first-ministerial-review-conference-of-the-turkey-africa-cooperationdecember-16-2011.en.mfa> (La date d'accès: 30.10.2022).
- MITZER, Stijn & OLIEMANS, Joost (2021), "Morocco's Bayraktar TB2 UCAVs Break Cover", Oryxspioenkop, <https://www.oryxspioenkop.com/2021/11/moroccos-bayraktar-tb2-ucavs-break.html>, 05.11.2021 (La date d'accès: 30.10.2022).
- MURITHI, Tim (2021), "The African Union and the Libya Crisis", Journal of African Union Studies 1 (1), p. 83-88.
- OSAGHAE, Eghosa E. (1998), The Crippled Giant: Nigeria since Independence, Hurst & Co, London.
- OSAKWE, Chukwuma (2014), "The Arab Spring and Its Implications for Nigerian National Security", Journal of Politics and Law 7 (1).
- OSMAN, Inès (2021), "Algeria: The Arab Spring's Late Bloomer?", The Tahrir Institute for Middle East Policy, <https://timep.org/commentary/analysis/algeria-the-arab-springs-late-bloomer/>, 02.09.2021 (La date d'accès: 30.10.2022).
- ÖZBERK, Tayfun (2021), "Niger becomes first foreign customer of Turkey's Hurkus aircraft", Defense News, <https://www.defensenews.com/air/2021/11/19/niger-becomes-first-foreign-customer-of-turkeys-hurkusaircraft/>, 19.11.2021 (La date d'accès: 30.10.2022).
- RAMANI, Samuel (2021), "Russia and the GERD: An uneasy balancing act", Middle East Institute, <https://www.mei.edu/publications/russia-and-gerd-uneasy-balancing-act>, 16.08.2021 (La date d'accès: 30.10.2022).
- SABBAGH, Dan (2021), "Ethiopia-Turkey pact fuels speculation about drone use in Tigray war", The Guardian, <https://www.theguardian.com/world/2021/nov/04/ethiopia-turkey-pact-fuels-speculation-about-drone-usein-tigray-war>, 04.11.2021 (La date d'accès: 30.10.2022).
- SAMAAN, Jean-Loup (2021), "The United Arab Emirates in Africa: The Partly Thwarted Ambitions of a New Regional Player", Notes de l'Ifri, <https://www.ifri.org/en/publications/notes-de-lifri/united-arabemirates-africa-partly-thwarted-ambitions-new-regional>, 13.09.2021 (La date d'accès: 30.10.2022).
- SEYMOUR, Richard, "Istanbul park protests sow the seeds of a Turkish spring", The Guardian, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2013/may/31/istanbul-park-protests-turkish-spring>, 31.05.2013 (La date d'accès: 30.10.2022).
- SHAW, Scott (2013), "Fallout in the Sahel: the Geographic Spread of Conflict from Libya to Mali", Canadian Foreign Policy Journal 19 (2), p. 199-210.
- SKJERDAL, Terje (2016), "Why the Arab Spring Never Came to Ethiopia", Participatory Politics and Citizen Journalism in a Networked Africa: A Connected Continent, éd. Bruce Mutsvairo, Palgrave Macmillan, Houndmills.
- SOROUR, Abir (2021), "Ethiopia-Tigray: What does Egypt stand to gain or lose from the one-year war?", The Africa Report, <https://www.theafricareport.com/143814/ethiopia-tigray-what-does-egypt-stand-to-gain-or-lose-fromthe-one-year-war/>, 05.11.2021 (La date d'accès: 30.10.2022).
- SWART, Nadya (2021), "Cofesa calls for an Africa Spring – The SA population is ripe for a revolution", BizNews, <https://www.biznews.com/africa/2021/10/05/africa-spring>, 05.10.2021 (La date d'accès: 30.10.2022).

- TANKO, Aliyu (2021), "Nigeria's security crises - five different threats", BBC, <https://www.bbc.com/news/world-africa-57860993>, 19.08.2021 (La date d'accès: 30.10.2022).
- TEPECİKLİOĞLU, Elem Eyriç & TEPECİKLİOĞLU, Ali Onur (éds.) (2021), Turkey in Africa: A New Emerging Power?, Routledge, New York.
- TIEKU, Thomas Kwasi (2013), "South Africa and the African Union", The African Union in Light of the Arab Revolts: An Appraisal of the Foreign Policy and Security Objectives of South Africa, Ethiopia and Algeria, éd. Mikael Eriksson & Linnéa Gelot, Nordiska Afrikainstitutet, Uppsala.
- TOUMI, Abdennour (2021), "How Algeria-Turkey ambitious strategic rapprochement will affect France's Sahel policy?", Insight Turkey 23 (4).
- WORLD BULLETIN (2014), "Egypt minister slams Turkey for role in Ethiopia dam", <https://worldbulletin.dunyabulteni.net/africa/egypt-minister-slams-turkey-for-role-in-ethiopia-dam-h128729.html>, 12.02.2014 (La date d'accès: 30.10.2022).
- YERKES, Sarah (2016), "Why Morocco's latest protests will not usher in another Arab Spring", The Lawfare Insitute, <https://www.lawfareblog.com/why-moroccos-latest-protests-will-not-usher-another-arab-spring>, 02.11.2016 (La date d'accès: 30.10.2022).